

Pays: Luxembourg

Commission: Conseil des Ministres de l'Économie et de la Technologie

Problématique: Intelligence artificielle et les nouvelles technologies : "Comment l'Europe peut-elle garantir son indépendance et utiliser l'intelligence artificielle pour dynamiser la croissance européenne ?

Le Luxembourg est un pays européen bordé par l'Allemagne, la France, la Belgique. Il est essentiellement rural, avec la forêt dense des Ardennes et des parcs naturels au nord, les gorges rocheuses de la région Mullerthal à l'est et la vallée de la Moselle au sud-est. Le Luxembourg est une démocratie représentative et en même temps une monarchie constitutionnelle avec un grand-duc pour chef d'État. Ce pays est le seul grand-duché encore existant en tant qu'État souverain au monde.

La technologie d'intelligence artificielle existe depuis plus de 60 ans. Depuis la réalisation de la conférence de Dartmouth en 1956, le terme "AI" continue d'exister. La question sur les défis, opportunités et nouvelles compétences est acceptée comme une question non définie et inexplicable dans le sens de bien de l'humanité. De plus, c'est un fait inévitable que la technologie d'IA se voyait comme une idée utopique qui était presque impossible à réaliser dans le cadre historique. Cependant on peut définir la défaite de l'algorithme Deep Blue face à Garry Kasparov (champion du monde) dans un match d'échecs, la résurgence de l'amélioration de l'IA, dans toute l'histoire du monde. Encore une fois le grand défi DARPA est un succès indéniable qui augmente la population adoptant le rapproche économique des investissements aux nouvelles technologies d'IA.

Après avoir posé un regard critique sur l'histoire de l'évolution de l'IA de 1956 à nos jours, comme la délégation luxembourgeoise, on peut expliquer notre vision stratégique. En mai 2019, notre vision stratégique du gouvernement luxembourgeois en matière d'IA se veut centrée sur les besoins de l'humain. Xavier Bettel, le premier ministre de l'Etat, également ministre des Communications et des Médias, et ministre de Digitalisation; a mis en œuvre cette approche en décidant de lancer une consultation publique sur la perception de l'IA auprès de la population du grand-duché. Xavier Bettel a expliqué, "L'IA est effectivement vue par nos citoyens comme une solution dans leur quotidien, et je me réjouis du fait que nous avons pu créer plus de clarté avec cette consultation pour guider notre politique. [...] Nous ne pouvons pas nous cacher derrière la complexité de la technologie et devons rester en échange permanent avec les experts. Il faut activement veiller à éviter toute inégalité liée à l'IA et s'assurer que l'être humain soit toujours le bénéficiaire de la technologie." Étant donné qu'on est l'un des pays rares en nombre qui suit une stratégie forte sur la normalisation. On a une politique proche de celle du Royaume Uni, qui adopte la politique sur la normalisation. Comme l'état Luxembourgeois, on défend l'idée que la normalisation est un catalyseur pour l'économie. Selon notre délégation, la normalisation technique va permettre de faciliter l'adoption de l'intelligence artificielle dans l'économie. Il va aussi fournir à différentes spécifications pour l'intégrabilité, la compatibilité, la sécurité de l'information et enfin la fiabilité. Il sert à augmenter le taux de l'information sur les défis, opportunités et nouvelles compétences. Puisque cette politique est un catalyseur parfait pour l'économie.

En outre, notre premier ministre a mis en évidence l'initiative "AI4Gov" qui est un appel à projets dans l'optique de promouvoir l'utilisation de l'IA au sein de l'administration publique. 14 projets avaient été proposés et 6 ont été retenus par le jury. Dans la deuxième édition, une douzaine de projets ont été reçus, dans ce projet. Actuellement, une dizaine de projets sont en cours de développement pour être au service de notre administration.

Par ailleurs, selon David Hogan (directeur du département Entreprise de Nvidia), le temps des Européens est compté. Il a déclaré « Si les Européens ne se réveillent pas avant la fin 2020, ils ne pourront plus rattraper les Américains ou les Chinois. Nous avons des talents et des compétences.

Seulement, malgré les promesses du gouvernement allemand ou du gouvernement français par exemple, les financements ne suivent pas, alors qu'il faut une demi-journée en Chine pour mobiliser huit milliards de dollars sur ce sujet...» Donc la problématique du manque de financement est persistante pour les européens. Pour cela, notre gouvernement a décidé de créer une jointe-venture avec Nvidia. C'était une des rares décisions dans le monde . Il n'y a en Europe que les Britanniques qui aient pris une décision similaire récemment.

En conclusion, en tant que délégation luxembourgeoise, on est toujours prête à prendre des précautions face aux troubles qui pourraient se produire, et menacer les mesures qui sont ou seront prises. Tout d'abord, les mauvaises conséquences du manque de financement se font déjà sentir dans le cas où il y ait une nécessité des investissements sur les nouvelles technologies. Comme solution nous invitons les pays européens à créer une commission qui se base seulement sur les modifications et le financement relative à la tech "IA". De plus, on défend que la consultation publique et utiliser "White Paper ILNAS" comme un outil de formation va aider à améliorer la situation financière dans le cadre international. Informer les citoyens européens a beaucoup d'importance pour nous. Comme la délégation de Luxembourg, on espère que l'évolution de l'IA continuera dans le sens effectif et bénéfique pour l'humanité et nous soutenons les Etats qui suivent une stratégie proche de notre et également de Royaume Uni, qui prendra compte la normalisation. Nous sommes toujours ouverts aux propositions sur les avancées technologiques d'IA et prêts à accepter de changer la politique de notre pays dans le futur, si c'est nécessaire.